



PHOTO HARRY GRUYAERT MAGNUM

électriques et de bâtons sur tout le corps jusqu'à évanouissement.

Abderrahman s'accroche à son jeûne comme à l'ultime expression de sa dignité d'être humain. À la prison de Borj El Amri où il est transféré, le directeur, Imed Ajmi, décide de lui donner une leçon pour son entêtement. Il ordonne sa mise aux fers et le prive de tout soin. Il passe ses nuits enchaîné à un sommier.

Le 7 mars, quand il comparait devant le tribunal de première instance de Monastir, son état est critique. Slah Saïed, un co-détenu, témoigne avoir remarqué un important écoulement de pus suintant de plaies profondes à l'aine, ainsi qu'un saignement de la bouche. Pour le déplacer, les gardiens le tirent par un drap dans lequel il est enveloppé.

Le magistrat refuse de le juger dans cet état et l'affaire est reportée au 16 mars, mais Abderrahman ne vivra pas jusque là. Le 9 mars, il décède. L'administration pénitentiaire prétendra qu'il est mort des suites d'une hépatite.

Aux obsèques, sa mère découvre des traces évidentes de sévices qu'elle prend en photo. Zahia raconte les conditions dramatiques de ces obsèques: d'importantes unités de différents corps de police (police canine, police montée et anti-émeutes) confisquent la dépouille devant son domicile, et occupent le cimetière, après avoir violemment chargé l'assistance et arrêté plusieurs membres de la famille.

Zahia n'échappe pas à leur cruauté. Elle est emmenée au poste d'Hammamet et tabassée. Révolté, son frère aîné Sadok (emprisonné à Tunis) exige l'ouverture d'une enquête, des co-détenus témoignent, mais la famille ne voit rien arriver. Elle fera l'objet de pressions incessantes pour la contraindre à renoncer à défendre ses droits: tous y passent, mais surtout Sadok, sanctionné à plusieurs reprises, enchaîné et frappé.

Mais il faudra trouver d'autres arguments pour convaincre les Jhinaoui, qui ont perdu un être cher, à renoncer à réclamer justice. □

La dérive d'un régime

PHOTO — Un café dans le district d'Al Halfwin, à Tunis, en 1995. La Tunisie est dirigée d'une main de fer par le président Zine El-Abidine Ben Ali qui a succédé à Habib Bourguiba en 1986. Le pays était reconnu comme un État arabe moderne et libéral, une réputation héritée de l'ère Bourguiba. Le président Bourguiba, lui-même resté au pouvoir depuis l'indépendance obtenue de la France en 1956, avait aboli la polygamie et la répudiation, instauré le divorce judiciaire, scolarisé les filles. Il inventa le «féminisme d'État» pour appuyer sa politique moderniste. Par une réforme de la Constitution approuvée par référendum à 99,52 % en mai 2002, le président Ben Ali a rétabli la présidence à vie abolie en 1987.